

Appel de soutien aux 14 postiers de Bègles-Bordeaux

Le 26 mai, face à une grève avec occupation des locaux du centre de tri de Bègles-Bordeaux, le préfet de Gironde a choisi la manière forte : intervention du Groupe d'Intervention de la Police Nationale (GIPN) à la demande de La Poste, garde à vue et mise en examen de neuf syndicalistes.

La situation de blocage lors d'un CHS-CT ne justifiait en rien le recours à des méthodes aussi brutales. L'utilisation du GIPN dans un conflit du travail s'inscrit dans une logique de criminalisation du mouvement social à l'œuvre depuis des mois.

Nous condamnons cet usage de la force.

La Poste a porté plainte contre 9 militants syndicaux et pris des mesures de mise à pied et de suspension de fonction à leur égard ainsi que contre cinq autres syndicalistes. Six de ces militants (CGT et SUD) doivent comparaître les 7 et 8 juillet 2005 à Paris devant les Commissions Administratives Paritaires siégeant en Conseils de Discipline. Ils font l'objet d'une demande de révocation. D'autres Conseils de discipline sont en préparation.

Cela témoigne d'une volonté de décapiter les équipes syndicales et de mettre fin à toute velléité de résistance des personnels face aux projets de restructurations de La Poste.

Attachés au droit de revendiquer et de s'opposer aux volontés patronales, nous soutenons les 14 syndicalistes de Bègles-Bordeaux et exigeons l'abandon des poursuites disciplinaires et la levée de toutes les sanctions.

Organisations signataires :

Personnalités signataires :

Signature à renvoyer à SUD PTT fax 01 44 62 12 34

Mail sudptt@sudptt.fr

Pour tout contact : Fédération SUD PTT 01 44 62 12 00